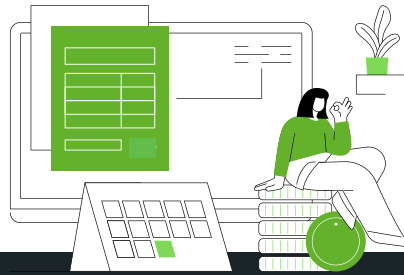


■ **Facture électronique** **Quels impacts pour les pharmacies ?**



Après avoir instauré en 2017 la facturation électronique pour les transactions entre les secteurs privé et public via la plateforme Chorus Pro, la France souhaite généraliser ce processus à la plupart des acteurs économiques. Cette réforme affiche 4 objectifs : lutter contre la fraude à la TVA, faciliter les déclarations, réduire les coûts et délais de paiement, améliorer la connaissance en temps réel de l'activité économique française.

■ **Mon activité est-elle concernée par la facturation électronique ?**

Tous les **assujettis à la TVA** établis en France sont concernés par la réforme de la facturation électronique, qu'ils soient **redevables ou non** et ce, quelle que soit la forme juridique de leur activité. Les pharmacies sont ainsi concernées.

Les **particuliers, les associations à but non lucratif et les entreprises étrangères** sont considérés comme des non assujettis en France et ne sont pas concernés par la réforme de la facturation électronique.

■ **Concrètement, quel est l'impact pour mon activité ?**

La réforme de la Facturation électronique implique des obligations de **réception** et d'**émission**.

Les clients des pharmacies peuvent être :

- des **clients assujettis** (entreprises établies en France, établissements de soins...)
- des **clients non assujettis** en France (particuliers, associations à but non lucratif et entreprises étrangères).



Si vous êtes assujetti à la TVA établi en France,
➡ **3 cas de figure sont possibles** en fonction du statut de votre client :

STATUT DU CLIENT	VOS OBLIGATIONS
Assujettis à la TVA en France E-INVOCING	<ul style="list-style-type: none"> • Edition de factures normées (factur-x) • Transmission aux clients via une plateforme agréée (PA)
Non assujettis à la TVA en France E-REPORTING	<ul style="list-style-type: none"> • Pas d'obligation pour la création et l'envoi des factures • <u>mais</u> déclaration régulière de vos recettes à l'administration fiscale via la PA que vous aurez choisie. Selon les logiciels utilisés, ces transmissions pourront être automatiques ou manuelles.
Opérations relevant de l'article 261.4 du CGI (actes médicaux)	Opérations exonérées : aucune obligation en termes de facturation et de déclaration sauf option à la TVA.



Vous aurez donc intérêt à **uniformiser vos usages** :

- Générer toutes les factures dans un même format normé Factur-X quel que soit le type de client.
- Vérifier avec votre fournisseur que votre logiciel de facturation et/ou votre système d'encaissement sera mis en conformité avec la réforme pour automatiser toutes les transmissions à l'Administration fiscale ;
- Choisir une plateforme agréée (PA), gare de triage, permettant de transmettre les factures aux assujettis et aux professionnels étrangers, sans distinction.

Quels sont les bénéfices de la facturation électronique pour mon activité ?

Avec la facturation électronique, vous bénéficierez de nombreux avantages en termes de coût et de gain de temps :

- **Suivi en temps réel des factures clients** en compte pour des règlements plus rapides et une amélioration de la trésorerie
- **Diminution des litiges** et des erreurs
- **Gain de temps** avec la transmission automatique des pièces comptables au cabinet
- **Conservation** ou archivage des documents en un **même endroit**



Comment mon expert-comptable peut-il m'aider ?

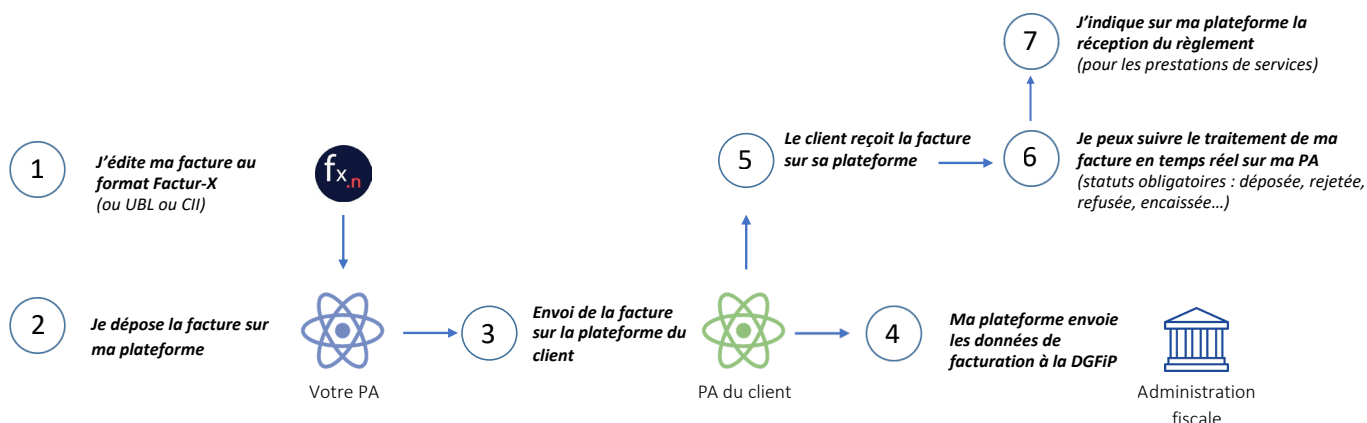
La facturation électronique demande une réorganisation et des outils conformes notamment en termes de facturation et de caisse.

L'expert-comptable a la connaissance des enjeux et besoins de ses clients dans une approche 360°. Ses conseils sont objectifs et sans visée commerciale pour :

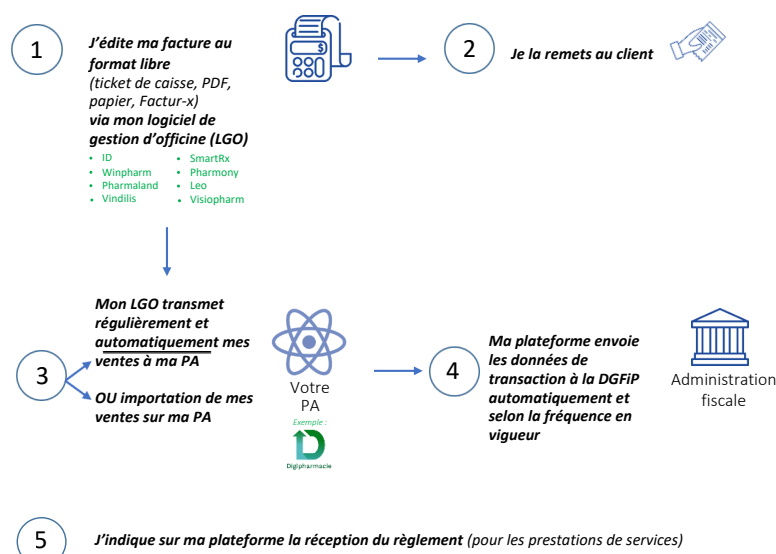
- Vous apporter des recommandations pour définir une nouvelle organisation ;
- Vous proposer des outils adaptés à l'activité, à la maturité digitale et à la volumétrie de facturation de votre entreprise.

Quels sont les grands principes de la facture électronique ?

CAS 1 : E-INVOICING – JE VENDS À UN PROFESSIONNEL ÉTABLI EN FRANCE



CAS 2 : E-REPORTING – JE VENDS À UN PARTICULIER OU À UNE ENTREPRISE ÉTRANGÈRE



CAS 3 : MES OPÉRATIONS SONT EXONÉRÉES

Je n'ai aucune obligation liée à la facturation électronique en émission, mais je recevrai mes factures fournisseurs sur une PA.

Quand s'appliquera la réforme ?

Deux dates sont à retenir :

■ 1^{er} septembre 2026

Obligation pour tous les assujettis d'utiliser une plateforme agréée pour pouvoir recevoir des factures électroniques.

Obligation d'émission pour les grandes entreprises et ETI.

■ 1^{er} septembre 2027

Obligation d'émettre vos factures au format électronique et de transmettre vos données de facturation et de transaction à l'administration fiscale.



Exemples de cas d'usage :

La note de frais

Un collaborateur ou un dirigeant d'une entreprise achète des fournitures de bureau dans une grande surface.

La facture est émise au nom de l'entreprise. Le collaborateur ou le dirigeant paye la facture en utilisant un moyen de paiement personnel.

Ce cas d'usage est composé de 2 cycles indépendants :

Cycle n°1 : le fournisseur transmet, via sa PA, la facture à la PA de l'association. La facture sera indiquée comme « réglée » :

➔ E-INVOICING

Cycle n°2 : l'avance de frais réalisée par l'adhérent est remboursée via l'établissement d'une note de frais. Cette deuxième étape ne rentre pas dans le process de la facturation électronique puisque les éléments de TVA sont déjà connus dans le cycle n°1. L'adhérent demandera un duplicata pour justifier la demande de remboursement de frais.

Un collaborateur ou un dirigeant d'une entreprise achète des fournitures de bureau dans une grande surface.

La facture est émise au nom du collaborateur / dirigeant (et non de l'entreprise) qui paye la facture en utilisant un moyen de paiement personnel.

Ce cas d'usage est composé de 2 cycles indépendants :

Cycle n°1 : le fournisseur transmet, via sa PA, les données de transaction et/ou de paiement à l'administration fiscale.

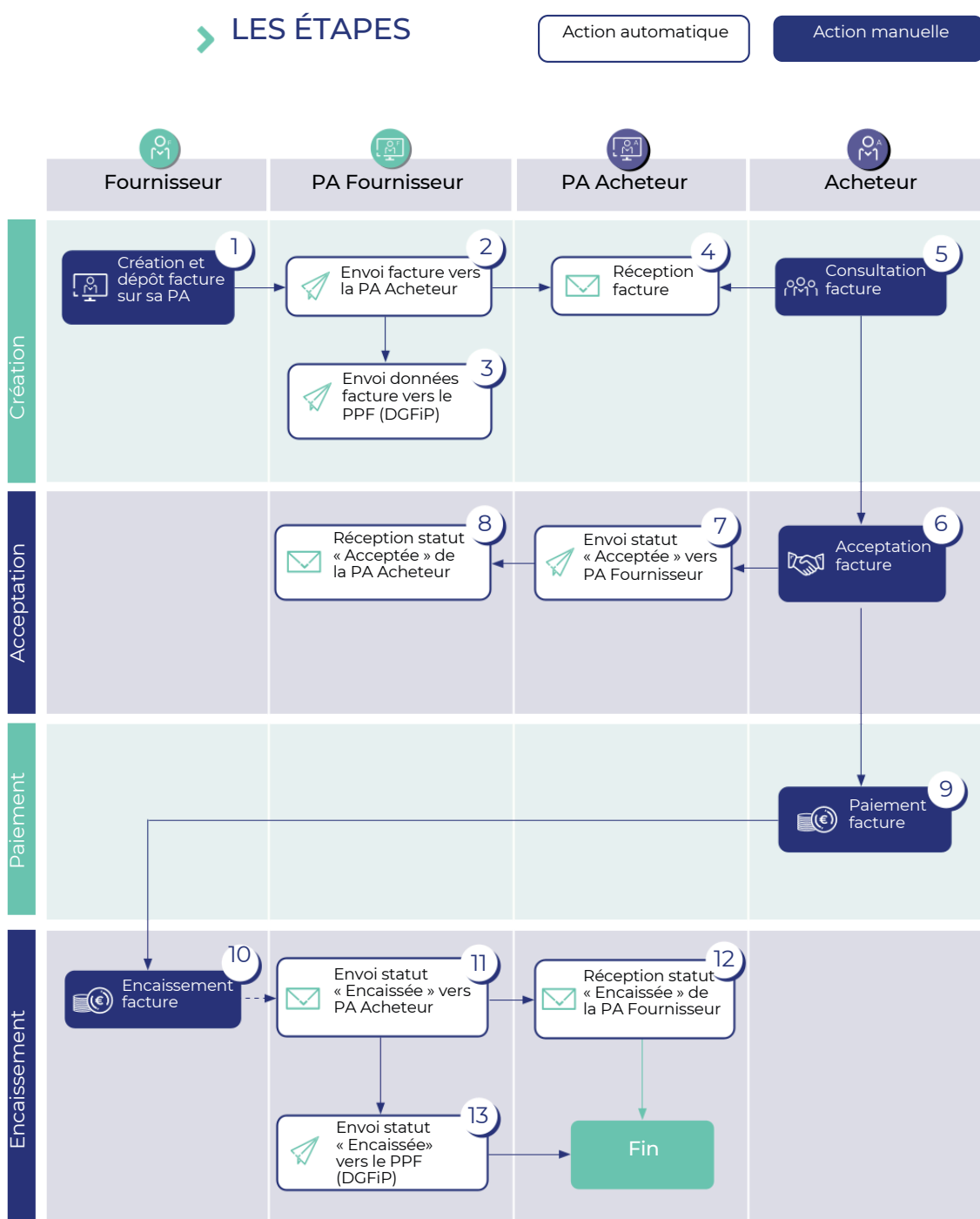
➔ E-REPORTING

Cycle n°2 : l'avance de frais réalisée par le collaborateur ou le dirigeant est remboursée via l'établissement d'une note de frais. Cette deuxième étape ne rentre pas dans le process de la facturation électronique puisque les éléments de TVA sont déjà connus dans le cycle n°1. Le collaborateur ou le dirigeant demandera un duplicata pour justifier la demande de remboursement.

La facture d'achat

Une entreprise effectue un achat auprès d'un fournisseur.
Le fournisseur crée la facture et l'envoie à l'entreprise acheteuse. Celle-ci effectue le paiement après réception.

➔ Cette transaction s'intègre dans le périmètre du e-invoicing.



L'achat au détail

Un professionnel se rend dans une grande surface pour acheter des fournitures de bureau. Il s'identifie comme professionnel et demande l'émission d'une facture avant de payer.

Il effectue le règlement de la vente à l'aide d'un moyen de paiement professionnel. À l'issue du paiement, la grande surface émet une facture à destination de la PA de l'Acheteur.

L'entreprise du professionnel est identifiée comme Acheteur lors de la vente.

Il y a donc **deux PA** dans ce contexte : celle du Fournisseur et celle de l'Acheteur.

La facture qui mentionne l'association en tant qu'Acheteur fait office de preuve d'achat

➡ **Cette transaction s'intègre dans le périmètre du E-INVOICING**

Le fournisseur émet une facture de vente avec le cadre de facturation "**Dépôt d'une facture déjà payée**". Cette facture sera émise par la PA du fournisseur à destination de la PA de l'Acheteur.

Point d'attention : lors de l'achat au détail, il est impératif de s'identifier comme professionnel, sinon la TVA associée à cette transaction ne pourra pas être récupérée ! Toutefois, il existe une tolérance doctrinale administrative concernant certaines transactions. C'est le cas par exemple des tickets de péage et des notes de restaurant inférieures à 150€ HT.